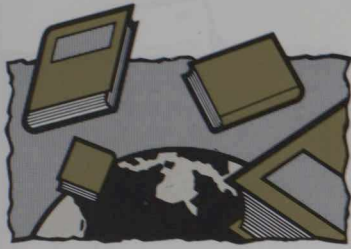


LIVRES



Requiem pour les révolutions Paul-Marie de la Gorce

Éditions Flammarion, Paris, 1990.
248 pages, 25,50 \$

■ L'Histoire est souvent faite d'aléas et de coïncidences. Si la révolution française de 1789 dressait le constat de décès de l'Ancien régime et ouvrait la voie au suffrage universel, l'année 1989, elle, consacre non seulement l'échec du communisme mais clôt également l'épisode de la Guerre froide.

Par sa signification et ses conséquences, l'écroulement des régimes communistes en Europe de l'Est oblige à la réflexion. C'est donc «à la mort du communisme comme aussi des expériences révolutionnaires qui, avec lui, autour de lui, parallèlement à lui, jalonnèrent ces dernières décennies» qu'est consacré l'ouvrage de Paul-Marie de la Gorce, journaliste au *Monde diplomatique*, historien de l'époque contemporaine et spécialiste des questions stratégiques et militaires.

d'Union soviétique et de la dénonciation des atrocités du stalinisme par Khrouchtchev. Jusqu'alors perçu par les Occidentaux comme un bloc monolithique, homogène et discipliné, le camp communiste connaîtra ensuite une série d'affrontements internes lesquels culmineront par le schisme sino-soviétique du début des années 1960. Pour l'auteur, le divorce politico-idéologique entre Moscou et Pékin symbolise le commencement de la fin du communisme.

Le capitalisme a-t-il donc gagné? «L'essentiel, répond l'auteur, est qu'il a survécu.» Après les réponses condescendantes de certains observateurs américains, celle de Paul-Marie de la Gorce a, au moins, le mérite de la nuance. En outre, la démonstration qui s'y rattache évite (mais parfois de justesse) le piège de transposer, sur le plan intellectuel, le même jeu à somme nulle qui a caractérisé sur le terrain, la logique de la Guerre froide. Mais même si l'on reconnaît la prépondérance de l'argument économique dans l'explication de l'abandon du communisme, une foule de facteurs sociaux, politiques, historiques et culturels doivent également être pris en considération, ce que l'auteur ne fait que superficiellement.

De même, la conclusion hobbesienne tirée par l'auteur, qui place le

dans plusieurs ouvrages européens, risque cependant de mécontenter ceux et celles qui voudront se livrer à des recherches plus approfondies sur le sujet. — *Martin Girard*

Martin Girard est étudiant à la maîtrise en science politique à l'Université de Montréal.

Enquête sur la Banque mondiale Zaki Laïdi

Éditions Fayard, Paris, 1989.
358 pages, 37,95 \$

■ La Banque internationale pour la reconstruction et le développement est une des rares organisations internationales qui ait les moyens de ses politiques, sinon de ses ambitions. L'ouvrage de Zaki Laïdi examine les fondements et les limites de la puissance de la Banque mondiale. Il a le mérite de détruire certains mythes simplistes concernant le rôle de cette dernière, la place du tiers-monde dans l'économie mondiale, et les rapports entre pays emprunteurs et organismes prêteurs.

Laïdi rappelle l'évolution récente de l'organisation et les impératifs internes qui commandent son action, puis il examine trois politiques sectorielles (éducation, développement urbain, agriculture) qui illustrent son expansion sous la présidence de Robert McNamara. L'examen du

sommes loin des visions manichéennes d'une organisation, instrument de recolonisation gigantesque du tiers-monde.

Plus qu'une «fantastique» prise de pouvoir, cet ouvrage démontre que la Banque est devenue une organisation internationale importante jouissant d'une certaine autonomie. La confrontation avec la réalité du terrain, les exemples choisis, et les témoignages présentés font des trois chapitres sectoriels la meilleure partie de l'ouvrage. Tout au long de cette étude, l'auteur montre clairement les difficultés de mise en oeuvre des projets et les conflits qui existent entre les fins politiques à court terme et les objectifs économiques à long terme. Les bonnes intentions initiales sont souvent dépassées par les impératifs politiques aussi bien de l'organisation que du pays emprunteur.

Un style qui se veut vivant mais dont le sensationnalisme irrite, un certain manque de rigueur dans l'argumentation, une méthodologie souvent discutabile, et une absence de perspective théorique limitent la valeur universitaire de l'ouvrage. L'auteur ayant voulu à la fois analyser quelques politiques de la Banque, identifier certains problèmes économiques contemporains et évaluer des théories de développement, l'objet de cette «enquête» a tendance à disparaître au profit d'un cours d'économie politique internationale.

Mais l'ouvrage de Zaki Laïdi renferme des informations, des perspectives et des témoignages précieux sur la mise en oeuvre et sur l'incidence des politiques d'aide au développement. Il présente à un public averti des aperçus utiles sur les relations économiques entre pays industrialisés et pays en voie de développement, sur les difficultés que la Banque rencontre dans la poursuite de son action, sur sa capacité à corriger ses erreurs et à s'adapter à un environnement international turbulent et sur la contribution qu'elle peut apporter à la résolution des problèmes politico-économiques contemporains. — *Philippe Le Prestre*

Philippe Le Prestre est professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal. □

Institut canadien pour
la paix et la sécurité internationales

360, rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario)
Canada
K1R 7X7

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.